

Atelier 1

Temps de lecture estimé : 9 minutes.

Quel peut être l'apport du journalisme d'investigation pour approcher la vie réelle des quartiers ?

Temps de lecture estimé : 9 minutes.

Participant 1 : Bonjour Monsieur Plenel. Je suis étudiant en Infocom à Rennes 2. Je voulais vous parler de discrimination et des journaux : de la place des journaux par rapport à ça. Et juste pour contextualiser aussi, j'étais à une conférence hier sur l'avenir des médias, à Rennes 2 et c'était un chercheur de l'École aux Hautes Études en Sciences Sociales. Et au lieu de parler vraiment du social et de ce que peut amener le social dans la presse, il parlait plus de l'économie et du passé, en fait. Alors qu'on lui demandait de parler de demain et du social donc c'était assez dommage et je suis heureux d'être là en face de vous maintenant, aujourd'hui. Donc je voulais parler plus du côté de la discrimination, en fait. Vous parliez tout à l'heure des enquêtes et on sait que c'est un terrain très compliqué, les discriminations : ça touche tout le monde et partout. Je voulais savoir : votre partenariat, avec le Bondy Blog justement pour parler d'autres formes de journalisme, comment vous voyez le format qu'utilise le Bondy blog ?

Participant 2 : Depuis le début, je vous écoute et j'ai l'impression d'entendre quelque chose comme "l'État contre le peuple", finalement, quoi. Vous preniez l'exemple des prisons et je pense que c'est l'Effet Papillon qui avait fait un documentaire sur la problématique de la rentabilité dans les prisons aux États-Unis et qui montrait que les prisons proposaient une réelle rentabilité économique et que du coup, ça posait des questions sur l'incarcération, au niveau des lois, au niveau du social, qui vient en collapse finalement entre des intérêts économiques et des intérêts sociétaux. Donc j'avais pas forcément de question mais c'était surtout une observation sur le fait qu'entre l'intérêt du commun, l'intérêt du peuple et l'intérêt de l'État, il y a une énorme divergence, finalement. On ne parle pas du tout de la même chose.

Participante 3 : Moi, je voulais revenir sur l'investigation et ce que vous avez dit me

paraît intéressant mais c'est peut-être que si les journaux, les grands journaux, les grands médias ne cherchent pas, c'est peut-être lié aussi au personnel qu'ils ont, au milieu dont ils viennent et peut-être à la formation qu'ils ont dans les écoles de journalisme. Parce que peut-être que les médias locaux qui s'appuient sur les gens locaux sont peut-être plus sensibles aux problèmes locaux et qu'ils sont à l'écoute des gens.

Edwy Plenel : Je vais répondre à ces trois questions. D'abord sur l'État, moi... comment dire ? Je ne veux pas essentialiser l'État : moi-même, je suis enfant de fonctionnaire. Mon père était au cœur de l'éducation. Il a terminé ici à Rennes, responsable de ce qui s'appelle le CRDP (le conseil régional de documentation pédagogique). Il s'est battu pour les droits dans l'éducation. Il s'est battu pour une école au service de tous. Il y en a d'autres ici. Donc il ne faut pas oublier que quand on dit le mot État, il y a la fonction publique ! Je dis ça parce qu'il y a tellement un discours ultralibéral qui méprise ceux qui choisissent, au fond, de ne pas s'enrichir mais de vivre au service du bien commun, justement. Et votre question rappelle que dans les dernières décennies, il s'est passé une infiltration de l'État et une perte d'autonomie de l'État par rapport aux intérêts économiques dominants, par rapport à la logique financière spéculative.

On avait après la guerre et après la catastrophe européenne des hauts fonctionnaires au service de ce bien commun formés par ce qu'on a créé et qu'on a appelé l'École Nationale d'Administration. Et l'actuel président en est le pur symbole. On a aujourd'hui des gens qui sont passés par ces écoles mais qui n'ont en fait qu'un empressement : aller dans le privé ! Aller dans la haute finance... et y revenir pantouflés. Voilà, jouer sur les deux tableaux. Jouer des deux côtés et en fait devenir au cœur de l'État des défenseurs de l'intérêt privé, mettre l'État au service d'intérêts économiques qui sont socialement minoritaires. C'est ça le problème ! Il nous faut nous faire en sorte que l'État soit réellement au service du bien commun et que de ce point de vue, il garde ou reconquière une autonomie par rapport à ces intérêts privés. De ce point de vue, pour rester sur le thème de l'investigation, une notion que Mediapart a fait surgir dans le débat public depuis son début, c'est la notion de conflit d'intérêts. Elle est au cœur de ça. C'est-à-dire comment quelqu'un qui a une fonction publique (administrative, électorale, représentative) peut se retrouver à servir d'autres intérêts que ceux qu'il est censé servir. Le conflit d'intérêt... Nous

sommes en cours de révélation et en cours d'enquête sur le numéro 2 de l'Élysée, qui a, en tant que haut fonctionnaire au ministère des finances, caché les liens qu'il avait avec une très grande entreprise dans le transport maritime et de la croisière maritime et des ports, qui contrôle une partie des docks du Havre et qui est au cœur des chantiers navals de Saint-Nazaire.

Et donc ce sont des questions qui sont au cœur de cette perte de confiance dans la démocratie, dans les institutions. Elles sont liées à ce sentiment qu'elle nous échappe et qu'elle passe au service d'intérêts privés. Mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, comme on dit : il y a plein de gens qui justement -y compris au cœur de l'État !- veulent se révolter contre ça, hein.

L'affaire Benalla, pour prendre une affaire récente : elle illustre ça, hein... on est "au service du prince" et du coup, on a une forme d'impunité. Et du coup, *homo demuns*, et on en vient à taper et à se mettre à interpeller, alors qu'on n'est pas policier, des opposants politiques. Donc comment on revient à ré-autonomiser l'État ?

Deuxièmement, sur l'autre question... bien sûr, vous avez raison ! Je suis très mal placé pour répondre pour les médias ou pour les écoles de journalisme : je n'ai pas fait d'école de journalisme, les hasards de la vie -mais je ne suis pas un exemple à suivre- font que je n'ai que le baccalauréat. Je me suis formé sur le terrain. Et le jeune journaliste d'investigation, il a trente ans de moins que moi. Et la vedette un peu de Mediapart, Fabrice Arfi, qui a une barbe assez reconnaissable, est quelqu'un qui s'est aussi lui-même formé sur le tas, à Lyon.

Alors c'est vrai, vous avez raison que... comment dire, c'est pas seulement lié à l'origine... c'est lié à un état d'esprit. Comment on sort de soi-même ? Comment on comprend que le journalisme, c'est normalement une opportunité pour ne pas être assigné à résidence ? L'autorisation d'être curieux, eh bien c'est la possibilité de découvrir des univers que vous ne connaissez pas et qui vont vous interpeller. Je prends mon exemple : moi, je suis issu des années soixante, des mouvements de jeunesse de l'époque... bon, bah j'ai été intéressé à prendre la rubrique police. "Ah, vous venez d'une époque où on disait : 'CRS=SS' et vous vous intéressez à la police ?". Moi, je m'occupais d'éducation, avant et j'ai dit : "bah moi, je vais m'intéresser à la police". Comme je faisais les gommes et les crayons, je vais faire les casques et les matraques !". Donc ouais, je vais m'intéresser sans préjugés : "c'est quoi, le métier de policier ?" et j'ai découvert des gens sous l'uniforme de policier qui étaient des gens qui étaient eux-mêmes en bataille dans la police sur des questions

de déontologie... j'en connais beaucoup.

Et se déplacer... se déplacer... le journaliste, il faut qu'il sorte de l'entre-soi social, de l'entre-soi professionnel, de l'entre-soi parisien, évidemment. Il faut qu'il bouge. Alors de ce point de vue, le numérique est une grande opportunité.

Ce qui me fait une transition avec l'autre question. Le Bondy blog, c'est une alliance naturelle, pour nous. Il y a une journaliste qui traite les questions d'éducation, y compris de l'Université, à Mediapart et qui a commencé au Bondy blog : Fazia Zerouala. C'est-à-dire que le Bondy Blog naît des événements, des révoltes de 2005 et est mené par un journaliste suisse quand les journalistes français disaient que c'était comme s'ils allaient en Irak ! Ils avaient besoin d'un fixeur. C'est-à-dire qu'ils avaient peur d'aller dans les quartiers ! Alors il y avait une colère, c'est vrai, contre les médias. Mais c'est comme s'ils étaient en terre étrangère, comme s'il ne connaissait pas, comme s'ils ne traversaient pas le périphérique à Paris, qu'ils ne prenaient pas le RER... et donc le Bondy Blog est né de ça.

Donc nous, on publie une enquête par mois que fait le Bondy Blog. C'est eux-mêmes qui déterminent, c'est eux-mêmes qui font ce travail et on les soutient à tout point de vue parce que c'est vraiment un lieu d'apprentissage collectif formidable.

Sur les discriminations, je voulais juste vous alerter parce que les médias dominants ont cassé ce truc et ça n'a pas été assez compris, ce sur quoi ça nous alerte.

Nous sommes champions du monde de foot pour la deuxième fois. Le foot, c'est le sport le plus populaire, le sport qu'on adore... il y a le Stade Rennais ici... bon, très bien ! C'est un lieu d'ascension, de brassage social, c'est un lieu où on a des vedettes issues des quartiers populaires qui réussissent, qui ont un talent et tout ça ! Très bien. Le problème, attention, c'est qu'au miroir du foot, on est peut-être une France Potemkine. Alors c'est quoi, Potemkine ? C'était un général de Catherine de Russie, l'impératrice, qui, quand Catherine de Russie a visité son peuple, faisait des fausses façades pour cacher la misère. Donc elle voyait que : "ah, tout va bien ! Formidable !". Et tout lui était caché ! On mettait la poussière sous le tapis et tout était caché. Pourquoi je vous dis ça ? En 2011, Mediapart révèle que après la déroute en Afrique du Sud, sous la présidence de Sarkozy, au cœur de la Fédération Française de Foot, certains se sont dit : "on doit blanchir l'équipe française de foot". Un lanceur d'alerte, Mohamed Kacimi, au cœur de la Fédération Française de Foot à Clairefontaine, là où on fait les entraînements, a lancé l'alerte. Il n'a pas été entendu. Donc du coup, on a eu l'info et on l'a révélée ! Avec Laurent Blanc, dans les réunions, etc. Il y a eu une

enquête, hein.

Tout ça a fait un grand débat, a été interrompu par des événements mondiaux qui ont pris le dessus à ce moment-là mais vous vous rendez compte ? Ici, dans ce pays, ici où français, c'est pas une couleur, pas plus que c'est une religion, être français... eh bien, voilà, il y a des gens qui se sont dit... et là, on perçoit quelque chose qui est... ! Alors toutes ces personnes ne sont pas racistes. Ils entraînent des jeunes de toutes origines. Mais c'est ce que j'appelle le préjugé de couleur, qui est derrière. C'est ainsi que Victor Schœlcher l'appelle après l'abolition de l'esclavage, c'est-à-dire quelque chose qui est à l'insu de votre plein gré.

Ils commençaient à dire : "ouais, quand même, ceux qui sont d'origine africaine, ils ont une morphologie comme ci et il faudrait des petits blancs comme ci". Comme s'il y avait une morphologie liée à la couleur de peau. Ils commençaient à dire : "les jeunes d'origine africaine, ils sont potentiellement binationaux". Le rêve, c'est d'être en équipe de France ! Et après, s'ils n'y sont pas et qu'ils ont la chance de trouver un job ailleurs dans le sport, pourquoi pas. Donc il y a tout un truc qui masquait ce préjugé. Nos révélations ont été une alerte : rapport du député José Bray de Seine-Saint-Denis, etc. Mais n'oubliez pas que le 9-3 a d'abord été un département breton ! On est toujours le migrant de quelqu'un. Et le 9-3 a beaucoup d'immigration bretonne. Mes tantes habitent en Seine-Saint-Denis ! Et donc il y a eu cet événement en 2011. Et là, avec les Football Leagues, ce qu'on découvre, c'est que le club le plus riche, dopé au dollar du Qatar, le PSG, entre 2013 et jusqu'au début de cette année 2018 avait pour les recruteurs qui vont voir les jeunes de douze ans, sur leurs ordinateurs, un logiciel : "français/africains/maghrébin/antillais". Ils se retrouvent avec un jeune qui est une vedette du Stade Rennais qu'ils n'ont pas pris à l'époque... parce que la case "africain" !

[Quelqu'un dans le public rectifie].

DOM-TOM, oui, c'est ça, voilà ! Et donc on demande à ce monsieur, on lui demande : "pourquoi vous avez écrit ça comme ça ? Parce que africains, maghrébins, antillais, vous savez, ils sont français, ceux dont vous parlez là !". Alors il dit : "ah oui, j'aurais dû mettre 'blanc'".

[Rires de la salle]

On y revient ! On y revient ! On euphémise ça. Et donc, qu'est-ce que je veux dire ? Au 21^e siècle, en France, ce n'est pas tolérable qu'on ne juge ça pas grave ! Ce n'est pas tolérable. Nous sommes un pays du divers, du pluriel. Un seul parti politique, je

crois que c'est le Parti Communiste, a émis une protestation solennelle. On a écrit à tous les députés membres de l'équipe de foot de l'Assemblée nationale. On n'a pas eu une réponse ! Alors heureusement, grâce à la Ligue des Droits de l'Homme, il y a une enquête qui est ouverte, mais c'est pas tolérable... c'est pas tolérable. Il n'y a qu'un critère, c'est le talent. Peu importe ma couleur, peu importe mon apparence, peu importe ma croyance. C'est pas tolérable que le foot nous renvoie ça. Ça veut dire que l'égalité, elle est en surface. C'est ça que je veux dire, on est Potemkine, si on accepte tout ça.